Ac
Cor
FRC
23083

COPIE FIDELLE
DE LA LETTRE
DE M. NAIRAC,
DÉPUTÉ AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX,

Datée de Verſailles ;

Le Mercredi, 15 Juillet 1789, à 4 heures du ſoir,

Adreſſée à M. E. NAIRAC.

JE crois devoir à mon pays, à mes concitoyens & à ma famille de l'inſtruire, par la voie d'un Courier extraordinaire de l'événement heureux qui vient d'arriver, & du changement favorable qu'il produit dans notre ſituation.

Les troubles de Paris y ont cauſé les plus grands malheurs. Les Invalides, la Baſtille & les Priſons ont été forcées, & ces actes violents ont coûté la vie à un grand nombre de Citoyens; le Gouverneur & le Lieutenant

105

THE NEWBERRY LIBRARY

248

de Roi de la Bastille, ont été pendus en place de Greve, pour avoir commis une perfidie sur une Députation qu'il leur avoit été envoyée, qu'ils ont reçu & qu'ils ont égorgée : le Prévôt des Marchands a été égorgé pour avoir voulu trahir les intérêts du Peuple; leurs trois têtes ont été promenées dans les rues de Paris.

200,000 Hommes sont sous les armes à Paris ; l'Artillerie des Invalides a été enlevée, & est à la disposition du Peuple ; les Gardes Françaises, presque tous les Régiments français, & une partie des étrangers, se sont réunis aux Bourgeois ; les Suisses avoient promis de ne point user de violence; le Roi étoit abandonné de ses Troupes. Dans la nuit de hier à ce matin, tous les soldats de l'Artillerie ont abandonné leurs Postes, & ont déclaré qu'ils ne tireroient pas un coups de canon contre le Peuple.

Déja nous avions demeuré & sollicité le Roi de retirer ces Troupes; nous lui avions dit qu'elles avoient été la cause du tumulte; nous lui avions assuré qu'il cesseroit, s'il vouloit les renvoyer ; si l'on permettoit à l'Assemblée Nationale de se transporter, en partie, à Paris.

Hier nous avons fait trois Députations, j'ai toujours été du nombre des Députés. Ces Députations avoient toutes les mêmes objets :

1169

celui de presser le Roi de faire retirer ses Troupes, celui de demander qu'il confiât sa propre sûreté, celle de son Peuple & de sa Capitale, à l'Assemblée Nationale. Les réponses ont été toujours négatives; ces réponses nous ont fait prendre les Arrêtés les plus vigoureux : je vous en ai envoyé hier un par la poste.

Depuis Lundi nos séances ont tenu le jour & la nuit; ce matin nous étions occupés d'un Arrêté qui devoit être porté au Roi par une Députation, lorsqu'on est venu nous annoncer qu'il alloit se rendre à l'Assemblée Nationale. Le Roi y est en effet venu, avec un rameau d'Olivier à la main; il s'est jeté dans nos bras, nous a prié de lui donner un conseil; nous a déclaré que c'étoit mal-à-propos qu'on avoit répandu le bruit, qu'on vouloit troubler nos Assemblées & attaquer les libertés personnelles des Députés; il a ajouté que sa parole & son caractere, connus, auroient dû le mettre à l'abri d'un soupçon aussi odieux; & qu'il avoit donné ordre que toutes les Troupes se retirassent de Paris & de Versailles, & qu'il nous autorisoit d'aller porter nous-mêmes la paix à la Capitale.

Cette Déclaration du Roi a été le signal des acclamations & des actions de graces. Le Roi s'est rendu à pied au Château; tous les Députés l'y ont accompagné au milieu

436

L 5°

de cinquante mille ames qui s'étoient raſſemblées deſſus ſon paſſage. Jamais il n'eut un plus beau triomphe. Les Députés ont auſſi eu le leur : certainement la Nation leur doit ſa liberté.

Notre ſituation a été affreuſe depuis trois jours ; nous nous ſommes vu au milieu d'un Camp, au milieu des ennemis de la Nation, plus près de notre perte que de notre conſervation. Oui, certainement, nous aurions eſſuyé des cataſtrophes horribles, ſi l'opinion ne nous avoit pas autant ſoutenu ; ſi notre extrême fermeté n'avoit pas été notre ſauvegarde, je ne ſais en vérité ce que nous aurions éprouvé : je vous prie de rendre ma lettre publique le plutôt poſſible ; je ſuis jaloux que mes Concitoyens apprennent promptement l'événement heureux dont je viens d'être témoin, & je le ſuis auſſi d'être le premier à le leur annoncer. J'eſpere que le calme ſera rétabli demain à Paris : un jour plus tard, le Roi perdoit ſa Couronne.

Vous pouvez raſſurer la Place ſur la Banqueroute ; l'Aſſemblée Nationale ne le permettra jamais ; & il eſt à préſumer qu'elle ſecondera à cet égard les intentions du Roi.

Adieu, je ſuis auſſi agité que preſſé.

A Bordeaux, le 18 Juillet 1789,
Forcé par le Peuple.